

Source: Saison 2, épisode 7

Fae Johnstone parle de la nécessité de soutenir les élèves et le personnel enseignant de la communauté LGBTQQIA2+

Éléments saillants

Avec la montée fulgurante de la haine à l'encontre de la communauté LGBTQQIA2+ dans l'ensemble du Canada, que pouvons-nous faire pour soutenir les élèves et les enseignantes et enseignants LGBTQQIA2+?

Joignez-vous à Wes Delve, agent du Programme de coopération internationale et de justice sociale de la CTF/FCE, pour entendre ce que Fae Johnstone, de Wisdom2Action et de Society of Queer Momentum, a à dire sur la question.

En tant que défenseuse de première ligne des droits des communautés queers et trans au Canada, y compris leurs droits à une bonne santé et à la sécurité, Fae nous parle :

- des méfaits des revirements concernant la politique sur l'utilisation des pronoms dans les écoles:
- de la lutte menée pour que le programme d'études soit inclusif;
- de la nécessité d'amener tous les ordres de gouvernement à changer leurs politiques;
- de l'expérience d'une défenseuse des droits des personnes trans;
- et de bien plus.

Quels sont les méfaits des revirements concernant la politique sur l'utilisation des noms et des pronoms?

Fae Johnstone (FJ): Ces trois derniers mois, les gouvernements ont consacré beaucoup d'attention aux droits des élèves trans d'utiliser le nom et les pronoms de leur choix à l'école. Les études indiquent que ces élèves ont beaucoup de problèmes de santé mentale et courent un plus grand risque d'être victimes d'intimidation et d'éprouver des difficultés. Par conséquent, nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour assurer la sécurité de ces élèves et veiller à ce que les parents soient inclus dans ces discussions.

Ce qu'on voit en ce moment, ce sont des gouvernements qui disent vouloir empêcher les élèves trans d'affirmer leur identité de genre à leur manière et à leur rythme. C'est comme s'ils annonçaient à ces personnes qu'elles n'ont pas le droit d'être elles-mêmes, qu'elles n'ont pas le respect du personnel éducatif, des parlementaires et d'autres parce qu'elles essaient d'être ce qu'elles sont vraiment.

Et pourtant, on sait qu'en offrant aux enfants un milieu qui leur permet de découvrir qui ils ou elles sont et de s'exprimer librement, on leur donne une meilleure chance de s'épanouir et de devenir des adultes bien dans leur peau, qui réussissent. À l'inverse, en niant ces droits aux enfants, comme le font le Nouveau-Brunswick et la Saskatchewan, on contribue à un environnement social déjà difficile et hostile. Par conséquent, nous devons nous assurer que les élèves dans leur ensemble, queers et trans compris, peuvent être eux-mêmes à l'école.



C'est là un principe respecté depuis des années dans l'éducation. Il est décevant de voir ces questions tomber maintenant dans l'arène politique et de devenir la cible d'attaques.

Qu'est-ce la campagne Facts Over Fear et pourquoi a-t-elle été lancée?

FJ: Depuis quelques temps, des groupes d'extrême droite ciblent les jeunes trans ou de diverses identités de genre. Nous devions trouver une manière de réagir qui soit meilleure et qui montre à la société canadienne, aux parents et aux jeunes des quatre coins du pays qu'elles et ils ont le choix de ne pas prendre pour de l'argent comptant la mésinformation dont sont victimes en ce moment les personnes trans ou de diverses identités de genre. Facts Over Fear est le fruit de nos efforts pour éliminer les idées fausses et favoriser un milieu scolaire où les personnes trans peuvent s'affirmer. Donc, avec cette campagne, nous voulons écarter la mésinformation et faire que toutes et tous les élèves soient en sécurité à l'école et puissent s'épanouir dans leurs études comme dans leur vie personnelle.

Comment le personnel de l'éducation peut-il soutenir les enfants et les jeunes LGBTQQIA2+?

FJ: En continuant de faire ce qu'il fait déjà depuis des années, tout comme les syndicats de l'éducation, c'est-à-dire de pousser pour la création de milieux scolaires sécuritaires où les élèves queers et trans se sentent considérés, où les sexualités et les genres divergents ne sont pas stigmatisés et où l'on reconnaît que toutes et tous les élèves gagnent à comprendre les réalités de la société canadienne. Or, dans certaines provinces, le rôle du personnel enseignant devient une question politique et, parfois, le gouvernement cherche à le limiter. Par exemple, au Nouveau-Brunswick, des enseignantes et enseignants se sont trouvés coincés dans des situations où la politique du gouvernement dictait une chose et leur code déontologique et leurs obligations morales une autre. Le message que je leur envoie est le suivant : continuez d'écouter vos syndicats et défendez les droits des élèves trans et queers. Alors que le gouvernement fait de l'identité de genre des enfants et des jeunes un enjeu politique, rappelons-nous que ces jeunes ont besoin d'adultes qui les épaulent avec empathie.

Quelles interventions sont nécessaires au niveau fédéral pour assurer la sécurité des élèves et des enseignantes et enseignants LGBTQQIA2+ au Canada?

FJ: Nous devons reconnaître que ce qui se produit dans nos écoles est le reflet de la société canadienne dans toute sa diversité, avec ses multiples idéologies. On le sait, l'éducation est un dossier qui relève d'abord et avant tout des provinces et des territoires, mais il est grand temps que notre gouvernement fédéral reconnaisse que la haine qui s'exprime ces temps-ci n'est pas un phénomène sans importance. Elle porte atteinte à notre conception des droits de la personne et d'un Canada inclusif. J'invite donc le gouvernement fédéral à jouer un rôle plus vigoureux devant l'évidence que cette haine ne mène nulle part, mais en plus qu'elle n'est pas innocente. Nous avons besoin de partenaires dans toute la société si vous voulons préserver ce qui fait notre fierté nationale, celle d'avoir un pays heureux de son caractère inclusif et de ses honorables antécédents en matière de droit, d'inclusion et, de manière plus générale, d'équité pour les personnes queers et trans.

